

# « Les populistes ont raison de critiquer l'Europe »

## UE Pour Guy Verhofstadt, les libéraux et Macron sont l'alternative

► Le chef de groupe ALDE considère que la désignation du président de la Commission est déjà conclue en coulisses.

► Et les populistes « ont raison quand ils disent que l'Europe ne fonctionne pas ».

### ENTRETIEN

Lors d'une semaine dernière riche en actualité européenne – lancement par le Parlement européen d'une procédure de sanction envers la Hongrie, vote d'un projet de directive sur le droit d'auteur, discours de Jean-Claude Juncker sur l'état de l'Union –, Guy Verhofstadt a encore réussi à faire parler de lui. Dans un entretien à *Ouest-France*, il a paru annoncer prématurément une alliance de son mouvement avec le parti La République en Marche d'Emmanuel Macron. Et le chef du groupe libéral au Parlement européen s'est désolidarisé du processus des « candidats têtes de liste » – les « spitzenkandidaten » – à la présidence de la Commission européenne, s'attirant les foudres des autres partis pro-européens.

**Etes-vous désormais un traître à la cause du Parlement européen, qui avait réussi en 2014, avec votre contribution notable, à renforcer son pouvoir face à celui des capitales dans la désignation du président de la Commission européenne ?**

*Pas du tout ! L'idée en 2014 était de faire un pas supplémentaire en 2019. On s'était dit que le système des « spitzenkandidaten » était un bon premier pas, mais que cela restait du niveau de la partitocratie. Et que la fois suivante, il fallait passer à la démocratie, où tous les Européens puissent voter directement pour ces candidats. Et nous avions conclu en 2015 un accord entre partis (pro-européens) pour mettre ce principe en œuvre, qui a été inscrit dans un projet de modification de la loi électorale européenne : il a été voté par le PE, en ce compris les listes transnationales. Cela a été envoyé au Conseil (les Etats membres, NDLR) : il n'y a pas eu de réaction, mais c'était avant l'élection*

*du président Macron. Arrive Emmanuel Macron, qui suscite au Conseil la volonté de parler de ces listes transnationales auxquelles lui-même est favorable.*

*Là-dessus, volte-face du PPE ! A la suite de quoi, même des députés que je savais favorables à ces listes ont reçu la consigne de voter contre, et les listes transnationales ont été rejetées. J'étais fou de rage, et je le suis encore, car je me sens trahi ! Mais on finira par y arriver...*

**Le fait de n'avoir pu faire le pas supplémentaire est-il une raison pour faire maintenant un pas en arrière ? Car la désignation du président de la Commission va simplement redevenir l'objet d'un arrangement de coulisses entre chefs d'Etat ou de gouvernement...**

*Mais c'est déjà un arrangement en coulisses ! Le deal est fait : l'absence de listes transnationales mène à ce que le PPE soit sûr d'être à nouveau là (entendez : premier parti en nombre de sièges, NDLR), et que Manfred Weber sera présenté comme président de la Commission. Je l'avais dit à Weber lors du débat en séance plénière sur les listes transnationales : vous êtes en train de tuer les « spitzenkandidaten ». C'est ce qu'ils ont fait, car garder le pouvoir au PPE était plus important... Or je crois que le problème de l'UE aujourd'hui, c'est deux partis complètement fatigués (la démocratie chrétienne et les socialistes,*

*NDLR) qui n'ont plus l'énergie de mener une réforme profonde de l'Union. C'est ce qui est à la base de la montée des populismes et du nationalisme en Europe. La question n'est pas de savoir si c'est M. ou M<sup>me</sup> Untel qui doit diriger telle ou telle institution de l'UE. La question est de savoir si l'on est capable de construire une alternative aux populistes et nationalistes sans tomber dans l'immobilisme des deux partis exténués face à tous ces défis : la migration, l'évolution de l'Etat de droit à l'Est, notre faiblesse extérieure, notre impréparation pour la prochaine crise financière...*

**Philippe Lamberts, le co-chef des Verts au PE, dit que votre « retournement de veste »... (Guy Verhofstadt réagit à nouveau vivement) est le signe que ce n'est pas Macron qui rejoindra votre groupe ALDE, mais l'ALDE qui rejoint Macron...**

*La question n'est pas qui rejoint qui : cela, c'est de la vieille politique. Au groupe ALDE, toutes les délégations, je dis bien toutes, ont dit qu'il faut créer quelque chose de nouveau avec Macron : quelque chose qui, sur la base de son discours de la Sorbonne, constitue une alternative aux nationalismes et aux populismes, et aux deux vieux partis classiques.*

**« On peut avoir des idées divergentes sur la migration. Pas supprimer l'Etat de droit »**

**Et qu'est-ce qui manque pour que cette alliance se mette en place ?**

*On y travaille, puis il faut que les décisions formelles soient prises. Le congrès ALDE de Madrid du 8 au 10 novembre pourrait être ce moment.*

**La confrontation que vous comme Macron prônez lors des prochaines élections européennes entre pro-européens et populistes, ne fait-elle pas leur jeu ?**

*Il faut commencer par reconnaître qu'il y a un vrai défi. Les nationalistes et populistes n'ont pas tort quand ils critiquent l'Europe. Ils ont raison quand ils disent que l'Europe ne fonctionne pas. Notre différence est dans les solutions. Le problème est, selon nous, qu'il n'y a pas assez d'Union européenne : l'UE n'est qu'une confédération d'Etats-nations qui fonctionnent sur la règle de l'unanimité. Le problème de l'Europe est qu'on nie les populismes en continuant à faire des petits pas : cela ne fonctionne plus !*

**En somme, les populistes sont devenus vos alliés objectifs. Vous dites : c'est soit la refondation, soit les populismes. Mais sentez-vous un basculement possible du côté des pays où des dirigeants sont réticents devant le saut que vous proposez depuis longtemps déjà ?**

*Cela basculera si nos forces pro-européennes alternatives aux partis traditionnels et porteuses d'une vision remportent une victoire aux élections eu-*

ropeennes.

**Parce que les libéraux ne sont pas une force traditionnelle ?**

*Pas du tout ! Le nord de l'Europe et le Benelux sont des précurseurs dans ce sens : Charles Michel, moi quelques années plus tôt (il rit), comme Mark Rutte aux Pays-Bas ou Sippilä en Finlande... sommes des exceptions après des dizaines d'années de gouvernement par les deux partis traditionnels. Le besoin d'alternative est ensuite arrivé en France, il arrive en Espagne, et même si c'est malvenu de le dire, on voit que ce besoin s'est exprimé en Italie aussi.*

*Il ne suffit pas de se référer aux pères fondateurs européens : il faut faire ce qu'ils proposaient ! Les discours de Macron à la Sorbonne comme le discours sur l'état de l'Union de Juncker l'an pas-*

*sé sont basés sur ces idéaux.*

**Maintenant que le PPE a lâché Orban, allez-vous vous occuper d'Andrej Babis, Premier ministre tchèque qui est dans votre famille politique, mais qui recourt au langage populiste sur la migration ? C'est votre épine dans le pied...**

*Pas du tout ! Que les pays de l'Est aient des doutes sur la migration, on le sait, et dans une certaine mesure je les comprends. Car on a pris le problème à l'envers : on a commencé à parler de solidarité (dans l'accueil, NDLR) avant de nous occuper des frontières extérieures. Le problème, c'est Monsieur Orban et Monsieur Kaczynski, qui changent leurs systèmes pour aller vers un système illibéral.*

**Le langage de Babis sur ces questions nourrit le grand fantasme très répandu en Europe centrale et de l'Est d'un sup-**

**posé grand déferlement de migrants.**

*Il n'est pas interdit d'avoir des idées divergentes sur la migration. Mais on ne peut pas supprimer l'Etat de droit, changer les rapports de forces de manière à ce que les ONG ne puissent plus faire leur travail, ou faire cesser des journaux du jour au lendemain ! Monsieur Babis n'est pas dans cette idéologie-là, au contraire.*

**Vous ne direz jamais, comme il l'a dit samedi : « Accueillir des migrants orphelins, jamais ! »**

*Non. Je ne suis pas d'accord avec tout ce qu'il dit, mais il a le droit de le dire. Vaut-il pour cela changer la démocratie pour que tout le monde pense la même chose ? Non, et c'est la grande différence avec les deux autres. ■*

Propos recueillis par  
**JUREK KUCZKIEWICZ**

## POLOGNE

### Pas d'évolution positive sur l'Etat de droit

Le Conseil des Affaires générales (CAG : les 28 ministres des Affaires européennes) a tenu ce mardi à Bruxelles une deuxième « audition » de la Pologne sur la situation de l'Etat de droit dans ce pays, dans le cadre de la procédure prévue à l'article 7 du traité de Lisbonne. Après la réunion, Frans Timmer-

mans, numéro deux de la Commission européenne, a indiqué : « Entre l'audition précédente de juin et celle-ci, la situation ne s'est pas améliorée. »

Plus inquiétant encore : « Si le ministre polonais a rappelé que la Pologne affiche un passé irréprochable en matière de respect des arrêts de la Cour de justice de l'UE, il n'a pas dit qu'elle le fera à l'avenir. » Explica-

tion : la Commission a envoyé un avertissement à la Pologne en juillet, et va annoncer ce mercredi qu'elle porte plainte à la CJUE contre Varsovie pour sa réforme de la Cour suprême.

J.KZ

## LE SOIR -'

Guy Verhofstadt : « Sur le Brexit, je reste optimiste », à retrouver sur plus.lesoir.be.